

# Les dessous de l'affaire Cnan Group

**Avec la mise sous mandat de dépôt de l'ex-P-dg de Cnan Group, en l'occurrence Ali Koudir, ce lundi, cette entreprise se retrouve encore une fois sous les projecteurs qui ternissent son image déjà malmenée puisque un autre ex-P-dg, Ali Boumbar, est lui aussi incarcéré depuis déjà le 14 mars dernier.**

Selon des indiscrétions, la mise sous mandat de dépôt de ces deux ex-premiers responsables de cette entreprise fait suite à une longue et minutieuse enquête menée par les services de Sécurité et les services de l'Inspection générale des finances (IGF).

L'enquête aurait révélé que Ali Boumbar qui a dissous en 2008 la délégation de Cnan Group à Marseille, alors qu'elle avait été créée par décret présidentiel afin de prendre en charge les navires algériens en matière de consignation, se retrouve membre du comité de direction de Navimed, une entreprise privée créée la même année à... Marseille. Cette dernière sera désormais chargée

des missions jusqu'ici dévolues à la délégation de Cnan Group Marseille.

Pourquoi Boumbar a-t-il confié les navires algériens qui accostent à Marseille à Navimed d'autant que cette entreprise n'avait aucune qualification en la matière puisque nouvellement créée ?

Les statuts de Navimed révèlent que cette entreprise est le fruit d'une association entre trois entités, en l'occurrence Dario Perioli, société italienne déjà actionnaire dans Cnan-Med, une filiale du groupe Cnan, et surtout, c'est elle qui détient le monopole de la consignation des navires algériens qui accostent en Italie. Ensuite, on retrouve Transcoma Grupo Empresarial SL, une société espagnole consignataire des navires algériens en Espagne.

Et enfin, le Groupe Navitrans, une société française qu'on retrouvera mêlée d'une certaine façon à l'affaire de l'armateur chinois China Shipping qui a vu ce dernier résilier son contrat avec Cnan Group.

Précisons, par ailleurs, que le patron de la société italienne Dario Perioli n'est autre que Eligio Fontana impliqué dans une affaire de trafic international de cigarettes et révélée par le quotidien italien *La Stampa*.

Du coup, les navires algériens sont totalement «pris en charge» en Méditerranée par les mêmes personnes et les mêmes entreprises qui vont imposer leur diktat.

## L'énigmatique société Leedarwo

Dans le dossier du scandale de la Cnan, on évoque égale-



Photo : Samir Sid

ment l'affaire IBC cette entreprise de droit algérien, née d'une association entre le Saoudien Ghait Rashad Pharaon et Laradj, un Algérien établi en Jordanie, et Cnan Group.

La Cnan entre dans le capital d'IBC à hauteur de 49% en mettant dans la cagnotte les navires *Ain Temouchent, El Hadjar, Nedroma, Nememcha, Blida, Djbel Ksel et Djbel Rafia*.

L'homme d'affaires saoudien décroche 49% grâce à l'apport financier et 2% pour M. Laradj. Ce montage devait, normalement, permettre à l'Algérie de détenir 51% du capital d'IBC.

Mais très vite après la conclusion de cet accord, une société, Leedarwo, va voir le jour à Panama. Son capital social ne dépasse pas 1 000 dollars US.

Pourtant, IBC va mettre à sa disposition les navires et à charge pour Leedarwo de les mettre à son tour sur le marché mondial de l'affrètement.

Selon des sources proches du dossier, les enquêteurs ont pu constater que si un navire comme *El Hadjar*, c'est-à-dire avec les mêmes capacités de

tonnage et presque le même âge était affrété pour un minimum de 4 500 dollars, Leedarwo ne payait IBC qu'à hauteur de... 3 000 dollars. Pourquoi autant d'écart ? Les responsables d'IBC devront, eux aussi, répondre devant la justice à cette énigme.

## L'affaire des 4 000 tonnes d'acier évaporés

Autre point noir qui apparaît dans ce dossier, l'affaire de l'arrêt technique du navire *El-Hadjar* en Roumanie. Pour sa réparation, un contrat est signé pour un montant de 3 millions de dollars. Mais une fois les réparations faites, la facture va faire un bond spectaculaire pour atteindre 12 millions de dollars.

Par ailleurs, l'intervention sur ce navire va concerner le changement des structures métalliques des deux flancs. Les Roumains extirpent d'*El-Hadjar* quelque 4 000 tonnes d'acier pour les remplacer. Mais ces «déchets» ont une valeur importante sur le marché mondial des métaux ferreux. Mais jusqu'à maintenant, personne ne sait

dans les mains de qui a atterri cet acier. L'enquête s'intéresse également à la vente d'un navire à un privé national du fait que son prix de cession est inférieur au coût de sa rénovation avant-vente. Un autre homme d'affaires franco-algérien a été entendu dans cette affaire de Cnan-Group.

Mais ce dernier, à en croire des indiscrétions, devrait repasser chez le juge d'instruction pour s'expliquer sur la vente de billetterie à l'étranger. Il semblerait que l'argent de la vente des billets, à l'époque où la Cnan faisait dans le transport de voyageurs, n'a pas été rapatrié en Algérie comme l'exige la loi sur le crédit et la monnaie.

## Marseille-Alger plus cher que Pékin-Barcelone

Par ailleurs, des sources affirment ne pas comprendre comment a-t-on pu décapiter le pavillon national maritime pour introduire des entreprises étrangères non pas pour une meilleure rentabilité économique mais, bien au contraire, alourdir la facture d'importation.

En effet, il faut savoir qu'au jour d'aujourd'hui, un container de 20 pieds est facturé 700 euros pour la navette Marseille-Alger de 24 heures alors même qu'entre la Chine et l'Espagne, par exemple, soit une navette d'un mois complet au minimum, la facture ne dépasse pas 750 euros.

Ces surcoûts se répercutent inévitablement sur le dernier consommateur, c'est-à-dire le citoyen. Tout cela parce que des personnes ont jugé utile de se débarrasser allègrement des navires, propriété de l'Etat algérien, et laisser le commerce extérieur entre les mains de ces étrangers, au point où aujourd'hui l'activité de Cnan Group ne représente que 1,37%.

Mokhtar Benzaki

## PRÉCISIONS

Dans votre édition du 29 mai 2012, page 3, article intitulé «L'ancien P-dg de la Cnan sous mandat de dépôt», vous avez cité mon nom Benboudeldja, comme étant mis sous mandat de dépôt.

Je tiens à démentir catégoriquement cette information, en vous précisant que je n'étais cité dans cette affaire qu'en tant que «témoin».

Je reste toujours à la disposition de la justice de mon pays pour apporter toute l'aide et la collaboration voulues.

Cette diffamation volontaire ou involontaire aurait pu être évitée par une simple vérification et m'aurait épargné une si mauvaise publicité dans vos colonnes.

L'intéressé

## ARCELORMITTAL EL HADJAR

# Calme précaire et visite annoncée du P-dg adjoint du groupe

**Dans le souci de mettre un terme aux perturbations ayant marqué ces derniers jours le complexe ArcelorMittal El Hadjar, le wali de Annaba, Mohamed Ghazi, a accordé, hier mardi, une audience à Tayeb Hmarnia, Smaïl Kouadria et Abdelmadjid Bourai, respectivement SG de l'union de wilaya UGTA, SG du syndicat d'entreprise d'ArcelorMittal et président du comité de participation de la même entreprise.**

Les deux représentants des travailleurs ont exprimé au wali «le ras-le-bol d'une situation provoquée par Aïssa Menadi et ses sbires», selon leurs déclarations. Cette audience intervient également à la veille du déplacement, aujourd'hui mercredi, à Annaba de Michel Wurth, P-dg adjoint du groupe ArcelorMittal dont le siège est au Luxembourg. Ce haut responsable du géant mondial de la sidérurgie, qui sera accompagné dans sa visite à la filiale algérienne d'une importante délégation du groupe, aura à étudier le bilan des activités du complexe durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, avant de lancer le plan d'in-

vestissement prévu, selon une source crédible. Le wali de Annaba a, à cet effet, informé les représentants syndicaux, lors de la même audience, que le complexe sera totalement sécurisé durant le séjour de la délégation du Luxembourg afin de lui permettre d'accomplir sa mission dans les meilleures conditions possibles, indiquent ces représentants, qui font part du déplacement de la même délégation à Alger pour des prises de contact avec différents ministres algériens. Par ailleurs, et selon des indiscrétions, Aïssa Menadi et une douzaine de ses soutiens auraient été auditionnés jusque tard dans la journée de lundi par les gendarmes et leurs

auditions auraient été déposées au niveau du procureur de la République du tribunal d'El Hadjar. Ainsi, dans un communiqué adressé aux travailleurs et signé par le SG par intérim et le président du CP d'ArcelorMittal El Hadjar, il est indiqué qu'«en accord avec les autorités locales saisies, une action de protestation contre la perturbation créée par l'intrusion d'un ex-député dans le complexe sera organisée jeudi 31 mai 2012 devant le bâtiment PPL (parc produits longs).

Ces perturbations sont un moyen de pression utilisé par leur auteur contre les autorités afin que les charges qui pèsent sur sa personne soient abandonnées. Ces charges sont contenues dans des dossiers en instance au niveau de la justice». En attente des élections syndicales prévues en septembre prochain, date de l'expiration de l'actuel conseil syndical d'ArcelorMittal El Hadjar, un intérimaire a été désigné à la tête du secrétariat géné-

rale en remplacement de Smaïl Kouadria, élu récemment à la Chambre basse du Parlement. Mais, Menadi, qui affirme avoir le soutien de 4 000 travailleurs sur un total de 5 600, ne l'entend pas de cette oreille. Il réclame l'organisation d'élections syndicales pour les jours à venir, estimant qu'il est le seul à pouvoir défendre les intérêts de ses anciens camarades du temps où il était à la tête du syndicat, avant son élection à l'Assemblée populaire nationale (APN) en avril 2007.

D'autre part, depuis la journée de lundi et avec le retour du DG, Joe Kazadi, à son poste au sein de l'usine, un calme précaire est observé à l'intérieur du complexe dont l'accès principal est surveillé par les agents de sécurité renforcés pour l'occasion. Ceux-ci filtrent toutes les entrées, avons-nous constaté lors de notre passage.

A. Bouacha